



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

# Association Educative La Pinède

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association Educative La Pinède  
14 avenue Cyprien Olivier 34830 JACOU

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

## **Association Educative La Pinède**

14 avenue Cyprien Olivier 34830 JACOU

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Educative La Pinède,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Educative La Pinède relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 04 juin 2025

KPMG SA



Sandra GILLET

Commissaire aux comptes

# BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	155 312	120 672	34 640	38 821
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	25 954		25 954	25 954
Constructions	4 474 749	3 081 205	1 393 543	1 497 433
Installations techniques, matériel et outillage	412 965	299 320	113 645	123 961
Autres immobilisations corporelles	697 896	569 502	128 395	154 863
Immobilisations corporelles en cours	9 675		9 675	
Avances et acomptes				
<b>BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION</b>				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres immobilisations financières	312 796		312 796	312 796
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>6 089 348</u></b>	<b><u>4 070 699</u></b>	<b><u>2 018 649</u></b>	<b><u>2 153 827</u></b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
<b>CREANCES</b>				
Usagers et comptes rattachés	3 950		3 950	7 826
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	23 617		23 617	35 598
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 224 585		1 224 585	1 133 830
Charges constatées d'avance	7 321		7 321	7 031
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>1 259 473</u></b>		<b><u>1 259 473</u></b>	<b><u>1 184 286</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<b><u>TOTAL III</u></b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>7 348 820</b>	<b>4 070 699</b>	<b>3 278 122</b>	<b>3 338 113</b>

# BILAN PASSIF

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	193 874	193 874
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	1 056 559	1 107 710
Autres réserves		
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	-281 510	-333 556
Report à nouveau propre	-110 768	-110 768
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-5 687</b>	<b>895</b>
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>852 468</b>	<b>858 155</b>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	349 904	372 711
Provisions règlementées	514 562	485 755
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>1 716 933</u></b>	<b><u>1 716 622</u></b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	428 334	366 033
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>428 334</u></b>	<b><u>366 033</u></b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	81 000	81 000
Provisions pour charges	396 457	390 295
<b><u>TOTAL III</u></b>	<b><u>477 457</u></b>	<b><u>471 295</u></b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	191 348	284 351
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 895	62 168
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	312 612	316 283
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 727	
Autres dettes	56 816	54 726
Produits constatés d'avance		66 636
<b><u>TOTAL IV</u></b>	<b><u>655 398</u></b>	<b><u>784 164</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion - Passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 278 122</b>	<b>3 338 113</b>

# COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	225	225	
Ventes de Biens et services	28 963	15 790	13 173
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	3 428 764	3 241 172	187 592
Ressources liées à la générosité du public	2 843	600	2 243
Contributions financières			
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	25 843		25 843
Transfert de charges	280	1 573	-1 293
Utilisation des fonds dédiés	37 559	92 783	-55 223
Autres produits	552	396	156
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>3 525 030</b>	<b>3 352 538</b>	<b>172 492</b>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	532 675	601 977	-69 302
Aides financières			
Impôts et taxes	228 875	218 566	10 309
Salaires et Traitements	1 761 916	1 672 879	89 037
Charges sociales	627 659	586 725	40 933
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	266 593	262 572	4 021
Dotations aux provisions	32 005	23 447	8 558
Report en fonds dédiés	99 860	2 248	97 612
Autres charges	62	36	27
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>3 549 646</b>	<b>3 368 450</b>	<b>181 195</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-24 616</b>	<b>-15 913</b>	<b>-8 704</b>
Produits financiers	26 209	15 995	10 214
Charges financières	3 853	6 202	-2 349
<b>Résultat financier</b>	<b>22 357</b>	<b>9 793</b>	<b>12 564</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-2 259</b>	<b>-6 120</b>	<b>3 860</b>
Produits exceptionnels	29 608	32 399	-2 792
Charges exceptionnelles	28 833	21 834	6 998
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>775</b>	<b>10 565</b>	<b>-9 790</b>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	4 203	3 551	652
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-5 687</b>	<b>895</b>	<b>-6 582</b>
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1/ Description de l'objet social de l'entité, de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'Association Educative La Pinède est une association gestionnaire, en charge de deux établissements :

- L'I.M.E. (Imp et Impro) qui accueille plus de 60 enfants adolescents et jeunes adultes (dont 2 places d'accueil temporaire). Une section IMP regroupe les plus jeunes (6 à 14 ans) pour analyser, comprendre et stabiliser les troubles du comportement et viser les apprentissages en améliorant les habiletés sociales. Des temps partagés IMP/ Etablissements scolaires se développent de plus en plus. Une section Impro de 36 jeunes de 15 à 20 ans pour la poursuite des apprentissages et l'appropriation des postures professionnelles. 5 ateliers professionnels constituent un socle performant. Des temps partagés avec des lycées permettent l'obtention de C.A.P. Les socialisations et les ateliers d'autonomie demeurent des axes forts de leur projet. Des troubles sévères de certains jeunes accueillis ont nécessité la mise en place d'un atelier (atelier grandir au quotidien) où sont délivrés plus de soins aux enfants, nécessitant plus de psychomotricité, plus de temps infirmier et plus de travail d'analyse psychiatrique. La création d'une unité de soins intensifs s'avère des plus utiles.
- Un S.E.S.S.A.D. adossé à l'I.M.E. permet l'accompagnement de jeunes de 0 à 20 ans. Extension de 5 places supplémentaires à compter de la signature de l'arrêté portant modification de l'autorisation du S.E.S.S.A.D., par extension non importante de capacité (cf. arrêté du 02/08/2024). La capacité totale du service est portée de 36 à 41 places pour les enfants, adolescents et jeunes adultes, présentant une déficience intellectuelle (27) ou des troubles du spectre de l'autisme (14).

Un internat de 10 places complète les deux établissements, où l'accueil séquentiel (ouvert à plus de 25 jeunes) favorise l'accès à l'autonomie des gestes quotidiens ou encore l'apprentissage d'une vie hors de la famille en vue d'ultérieures admissions.

Chaque structure bénéficie d'une équipe pluridisciplinaire complète (médecin, psychiatre, infirmière, orthophoniste, psychomotriciens, psychologue, éducateur spécialisé, éducateur technique spécialisé, enseignant, éducateur sportif, maîtresse de maison, veilleur de nuit et chauffeur). Chaque structure est soutenue par des services généraux transversaux (comptabilité, secrétariat, entretien des locaux et cuisinier). Entre 45 et 50 professionnels travaillent à l'accompagnement et au développement de plus de 100 jeunes.

L'hétérogénéité du public accueilli demeure un axe dominant de l'approche collective où chacun a son projet personnalisé, mais nécessite plus de soutien à la cohésion. Cela exige la réécriture du projet d'établissement qui est en cours.

Le Conseil d'Administration a finalisé la réécriture de son nouveau projet associatif afin d'établir ses axes stratégiques, à l'appui des compétences parentales pour répondre aux besoins variés de ces jeunes pour mener leur parcours vers une insertion professionnelle et sociale. L'ouverture sur l'environnement et le soutien d'un partenariat actif sont recherchés. Des travaux de recherches théoriques sont également menés en parallèle de l'action opérationnelle reconnue sur le territoire. Deux évaluations externes (I.M.E. et S.E.S.S.A.D.) ont été réalisées en 2023, indiquant la nécessité de procéder à la réécriture du projet d'établissement qui est en cours. Les négociations relatives au C.P.O.M. devaient aboutir en 2025, mais elles ont été impactées par la réalisation de la coupe SERAFIN-PH, reportant la signature du C.P.O.M.

### 2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

Néant.



## REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

### Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Honoraires création établissement	45 ans
- Licences, logiciels	1 à 5 ans
- Autres immobilisations incorporelles	5 ans
- Constructions	1 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 45 ans
- Matériel et outillage	1 à 15 ans
- Matériel de transport	4 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	1 à 15 ans
- Mobilier	3 à 15 ans

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

### Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

### Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 20 Décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

### Gestion contrôlée : Présentation

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

### Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 3,00%, un taux d'actualisation de 3,38%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés dans les comptes de l'entité.

### 9/ Litige prud'homal :

- Requête aux fins de saisine du Conseil des Prud'hommes déposée en janvier 2020 à l'encontre de l'Association Educative La Pinède (A.E.L.P.).
- Décision du Conseil d'Administration de l'association de constituer **une provision pour litige de 81 000 euros**, visant à couvrir la demande à hauteur du risque estimé, **dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels 2020**.
- Après une première instance en 2022 où le Conseil des Prud'hommes s'est déclaré incompétent au profit du Tribunal de Commerce, le plaignant s'est pourvu en appel en 2022. Cette même année la Cour d'Appel déclare le Conseil des Prud'hommes compétent pour régler le litige.
- Total des demandes = 34 258 euros nets + 135 060 euros bruts (majorés des cotisations sociales et fiscales) + 1 500 euros au titre de l'article 700 du C.P.C.
- Jugement Conseil de Prud'hommes de Montpellier rendu en 09/2023 :
  - Condamnation d'environ 20 000 euros charges comprises.
  - Le plaignant faisant appel de la décision, une somme de 8 048 euros a été versée à la CARPA sous séquestre. De ce fait, cette somme a été comptabilisée dans un compte de tiers en attendant le dénouement de l'affaire.
- Pas d'évolution du dossier au cours de l'exercice 2024. Tribunal de Cour d'Appel prévu en 06/2025.
- **Décision du Conseil d'Administration de l'association de maintenir la provision constituée en 2020.**

### 10/ Contributions volontaires en nature

A l'exception du temps consacré par les administrateurs dans le cadre de leurs fonctions, l'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature. Aucune évaluation n'a donc été faite.

## ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
I.M.E.			15 332,56	
S.E.S.S.A.D.				23 764,88
G.P.A. - A.E.L.P.	2 745,00			
<b>TOTAUX</b>	<b>2 745,00</b>		<b>15 332,56</b>	<b>23 764,88</b>



## ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<b><u>REPORT A NOUVEAU G.P.</u></b>				
R.A.N. - GESTION PROPRE A.E.L.P	2 905,14			
R.A.N. E.S.S.M.S. HORS GESTION CONTROLEE - IMPACT A.N.C.	22 669,43			
DEPENSES REFUSEES PAR A.T.		55 342,60		
PROVISION POUR LITIGE COMPTES AGREGES		81 000,00		
<b><u>REPORT A NOUVEAU G.C.</u></b>				
EXCEDENT 2023 - I.M.E.			34 877,35	
DEFICIT 2022 - I.M.E.				38 589,70
DEFICIT 2023 - S.E.S.S.A.D.				9 775,40
EXCEDENT. AFF. MES. EXPL.			22 890,73	
P.C.D. CONGES A PAYER				71 313,20
P.C.D. PROVISION RETRAITE				219 600,00
<b>TOTAUX</b>	<b>25 574,57</b>	<b>136 342,60</b>	<b>57 768,08</b>	<b>339 278,30</b>

## TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	155 311,99				155 311,99
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>155 311,99</b>				<b>155 311,99</b>
Terrains	25 954,45				25 954,45
Constructions sur sol propre	3 569 144,15				3 569 144,15
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	651 386,92	50 618,84			702 005,76
Install. techniques, Matériel et outillage	404 056,89	9 450,52	542,20		412 965,21
Install. générales, agencements divers	179 939,72	23 659,01			203 598,73
Matériel de transport	399 196,57	34 866,33	22 064,32		411 998,58
Matériel de bureau et informatique	138 615,74	1 764,83			140 380,57
Mobilier	144 317,60	1 199,65			145 517,25
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours		7 265,89		2 409,24	9 675,13
Avances et acomptes			En 467000 au 31/12/2023		
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>5 512 612,04</b>	<b>128 825,07</b>	<b>22 606,52</b>	<b>2 409,24</b>	<b>5 621 239,83</b>
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	311 877,75				311 877,75
Prêts et autres immob. financières	918,00				918,00
<b>TOTAL IMMOB. FINANCIERES</b>	<b>312 795,75</b>				<b>312 795,75</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 980 719,78</b>	<b>128 825,07</b>	<b>22 606,52</b>	<b>2 409,24</b>	<b>6 089 347,57</b>

## TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Régul. dot. antérieure	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	116 490,91	4 180,84			120 671,75
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>116 490,91</b>	<b>4 180,84</b>			<b>120 671,75</b>
Aménagement terrains					
Constructions sur sol propre	2 426 467,22	119 441,81		0,07	2 545 909,10
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements des constructions	334 028,39	49 428,14			383 456,53
Install. techniques, Matériel et outillage	280 096,21	19 945,90	542,20	-180,01	299 319,90
Install. générales, agencements divers	142 542,17	9 297,69			151 839,86
Matériel de transport	251 349,05	60 826,10	22 064,32		290 110,83
Matériel de bureau et informatique	136 377,15	1 524,04			137 901,19
Mobilier	139 541,20	1 948,47			141 489,67
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>3 710 401,39</b>	<b>262 412,15</b>	<b>22 606,52</b>	<b>-179,94</b>	<b>3 950 027,08</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>3 826 892,30</b>	<b>266 592,99</b>	<b>22 606,52</b>	<b>-179,94</b>	<b>4 070 698,83</b>

# TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	193 873,98				193 873,98
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre					
Réserves gestion contrôlée	1 107 710,26	-35 355,97	19 329,59	35 124,73	1 056 559,15
Report à nouveau gestion propre	-110 768,03				-110 768,03
Report à nouveau gestion contrôlée	-333 555,90	36 250,54	35 124,73	19 329,59	-281 510,22
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre			2 745,00		2 745,00
Gestion contrôlée	894,57	-894,57	15 332,56	23 764,88	-8 432,32
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>858 154,88</b>		<b>72 531,88</b>	<b>78 219,20</b>	<b>852 467,56</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	372 711,24			22 807,63	349 903,61
Provisions réglementées	485 755,44		28 806,52		514 561,96
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 716 621,56</b>		<b>101 338,40</b>	<b>101 026,83</b>	<b>1 716 933,13</b>



## TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	284 598,96			284 598,96
- Trésorerie	242 637,41			242 637,41
- Compensation des déficits	54 292,58	19 329,59	35 124,73	38 497,44
- Compensation des amortissements	526 181,31		35 355,97	490 825,34
Autres réserves				
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>1 107 710,26</b>	<b>19 329,59</b>	<b>70 480,70</b>	<b>1 056 559,15</b>
Couverture du B.F.R.				
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	485 755,44	28 806,52		514 561,96
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>485 755,44</b>	<b>28 806,52</b>		<b>514 561,96</b>
Provisions pour litiges	81 000,00			81 000,00
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées ( E.S.A.T. )				
Provisions pour départ retraite	390 295,00	32 005,00	25 843,00	396 457,00
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>471 295,00</b>	<b>32 005,00</b>	<b>25 843,00</b>	<b>477 457,00</b>
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers				
- Autres				
<b>TOTAL DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>957 050,44</b>	<b>60 811,52</b>	<b>25 843,00</b>	<b>992 018,96</b>

## SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<b><u>Contributions financières autorités de tarification</u></b>						
FONDS DEDIES A L'INVEST. :						
- P.P.I 2008	N/C	204 404,24		15 499,80	<b>188 904,44</b>	
- C.N.R. 2018	34 185,00	23 929,50		3 418,50	<b>20 511,00</b>	
- CREDITS A.R.S. 2019	49 863,42	23 123,00		3 111,71	<b>20 011,29</b>	
CREATION DE 3 PLACES						
- C.N.R. 2021 - SNOEZELEN	17 561,00	12 829,15		2 508,79	<b>10 320,36</b>	
- C.N.R. 2021 - SOUTIEN INV.	81 000,00	64 391,51		8 665,30	<b>55 726,21</b>	
EXTENSION BATIMENT						
FONDS DEDIES A L'EXPLOIT. SUR C.N.R. A.R.S. 2022 :						
- GRATIFICATIONS STAGES	12 000,00	2 107,30		2 107,30		
- SITUATION CRITIQUE	33 000,00	33 000,00			<b>33 000,00</b>	33 000,00
C.N.R. A.R.S. 2023 :						
- GRATIFICATIONS STAGES	4 700,00	2 248,00		2 248,00		
FONDS DEDIES A L'EXPLOIT. SUR C.N.R. A.R.S. 2024 :						
- GRATIFICATIONS STAGES	9 100,00		4 594,35		<b>4 594,35</b>	
- REMPLA PERSONNEL	94 900,00		86 716,00		<b>86 716,00</b>	
- TEMPS PARTAGES INCLUS°	12 000,00		8 550,00		<b>8 550,00</b>	
Sous-total :	348 309,42	366 032,70	99 860,35	37 559,40	428 333,65	33 000,00
<b><u>Subventions d'exploitation</u></b>						
Sous-total :						
<b><u>Contributions financières d'autres organismes</u></b>						
Sous-total :						
<b><u>Ressources liées à la générosité du public</u></b>						
Sous-total :						
Total	348 309,42	366 032,70	99 860,35	37 559,40	428 333,65	33 000,00

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

## SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
C.N.S.A.	850 000,00			850 000,00
C.A.R.S.A.T.	1 665,00			1 665,00
<b>TOTAL</b>	<b>851 665,00</b>			<b>851 665,00</b>
TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
C.N.S.A.	478 434,61	22 391,38		500 825,99
C.A.R.S.A.T.	519,15	416,25		935,40
<b>TOTAL</b>	<b>478 953,76</b>	<b>22 807,63</b>		<b>501 761,39</b>

## ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		918,00	918,00		
Débiteurs et comptes rattachés		3 950,00	3 950,00		
Autres créances		23 616,70	23 616,70		
Charges constatées d'avance		7 321,18	7 321,18		
<b>TOTAL CREANCES</b>		<b>35 805,88</b>	<b>35 805,88</b>		
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		191 347,91	94 002,69	84 955,68	12 389,54
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés		87 895,30	87 895,30		
Dettes fiscales et sociales		312 611,52	312 611,52		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		6 726,68	6 726,68		
Autres dettes		56 816,34	56 816,34		
Produits constatés d'avance					
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>655 397,75</b>	<b>558 052,53</b>	<b>84 955,68</b>	<b>12 389,54</b>
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		91 290,70		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		191 347,91		

**PRODUITS A RECEVOIR**

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	3 950,00
4. Autres créances	4 064,00
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>8 014,00</b>

**CHARGES A PAYER**

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 809,71
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 350,40
6. Dettes fiscales et sociales	174 774,09
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>185 934,20</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	7 321,18
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>7 321,18</b>
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	

## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	26,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements et provisions	28 806,52
<b>TOTAL</b>	<b>28 832,52</b>
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	29 607,63
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>TOTAL</b>	<b>29 607,63</b>
<b><u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u></b>	
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>	
P.V. CONTRAVENTION ROUTIERE	26,00
DOT. PROV. REGL. SUR PLUS VALUE IMMOB	6 800,00
DOT. PROV. REGL. SUR PRODUITS FINANCIERS	22 006,52
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>	
SUBV. C.N.S.A. VIREE RESULTAT	22 391,38
SUBV. CARSAT VIREE RESULTAT	416,25
CESSION VEHICULE OCCASION	6 800,00



## ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
- Crédit Coopératif : Garantie donnée "NAT CAR LEASE LDD" - 08/23 - 08/26	23 968,20
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	
- Nantissement parts B du Crédit Coopératif	100 009,50
- Redevances de crédit-bail	
- Engagements en matière de retraite	Comptabilisés
<b>TOTAL</b>	<b>123 977,70</b>

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	

**DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES**

POSTES CONCERNES	MONTANT GARANTI
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	100 009,50
. Emprunts et dettes financières divers	
. Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>100 009,50</b>

## TABLEAU DU PERSONNEL

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT TEMPS PLEIN ( E.T.P. )
	I.M.E.	S.E.S.S.A.D.	TOTAL	
Cadres	7	2	9	6,20
Non cadres	45	15	60	43,30
<b>TOTAUX</b>	<b>52</b>	<b>17</b>	<b>69</b>	<b>49,50</b>

## CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
<ul style="list-style-type: none"> <li>. Concours publics <ul style="list-style-type: none"> <li>À la charge de l'Assurance maladie</li> <li>À la charge de l'État</li> <li>À la charge du Département</li> <li>À la charge des Caisses d'Allocations Familiales</li> <li>À la charge d'autres financeurs</li> </ul> </li> <li>. Subventions d'exploitation <ul style="list-style-type: none"> <li>Union Européenne</li> <li>État</li> <li>Région</li> <li>Département</li> <li>Collectivités territoriales</li> <li>Établissements publics à caractère administratif</li> <li>Établissements publics à caractère industriel et commercial</li> <li>Ville</li> </ul> </li> <li>. Subventions d'investissement <ul style="list-style-type: none"> <li>Union Européenne</li> <li>État</li> <li>Région</li> <li>Département</li> <li>Collectivités territoriales</li> <li>Établissements publics à caractère administratif</li> <li>Établissements publics à caractère industriel et commercial</li> <li>Ville</li> </ul> </li> </ul>	<p>3 347 051,74</p> <p>66 355,62</p> <p>9 291,49</p> <p>6 064,91</p>
<b>TOTAL</b>	<b>3 428 763,76</b>

**HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2024	11 330,40		11 330,40
<b>TOTAL</b>	<b>11 330,40</b>		<b>11 330,40</b>